**La guerre d’Algérie 1954-1962.**

1. **Un territoire, deux communautés.**
   1. **Origines de la guerre.**

**Texte : Proclamation du 1er novembre 1954.**

Traditionnellement, on fixe le début de la guerre d’Algérie **au 1er novembre 1954**, **« Toussaint rouge ».** En effet, ce jour-là, le FLN Algérien (Front de Libération Nationale) qui se présente comme un opposé au « colonialisme » et comme un mouvement « révolutionnaire » lance un appel à la « lutte » pour l’obtention de « l’indépendance nationale ». Cette lutte s’inscrit est celle du Maghreb et associe Tunisiens et Marocains qui, eux, obtiendront l’indépendance en **1956.**

Le FLN revendique la « restauration d’un état algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». Comme en témoigne ces citations, le FLN est un mouvement qui souhaite la création d’un **état musulman**.

En échange de l’Indépendance, le FLN promet de garantir les droits de toutes les communautés « sans distinction de races et de confessions ».

Une vague d’attentats touche l’ Algérie et conduit à une réponse militaire française, c’est le début d’un long conflit de 8 ans.

**Doc.4 p 75 :**

**Q2 : Quelle attitude la France adopte-t-elle vis-à-vis de cette proclamation ?**

**Q2 : F. Mitterrand,** alors Ministre de l’Intérieur, rappelle que « **l’Algérie, c’est la France** ». En effet, divisée en trois départements, l’Algérie constitue non pas une colonie mais est un territoire de la « République Française ». Cette situation est particulière par rapport aux autres territoires coloniaux qui eux sont considérés comme des membres de **« l’Union Française ».**

**Doc. 1 p 74**

La France refuse l’indépendance algérienne car:

- la présence de près d’un million d’Européens (les **Français d’Algérie** ou **pieds-noirs**)

- les musulmans sont divisés. Si une grande majorité d’entre eux sont favorablesà l’indépendance, la République Française s’appuie sur une minorité de **musulmans « assimilés »** qui participent à la vie politique française. Ainsi, l’Assemblée. Nationale française compte 34 députés issus de l’Algérie Française entre 1951 et 1956 dont 19 sont musulmans. Certains comme Ferhat Abbas deviendront des membres actifs du FLN. En 1958, après le changement de Constitution, 43 députés sur 74 sont musulmans. De Gaulle choisit une femme musulmane **Nafissa Cid Cara** comme ***Secrétaire d’Etat chargée des questions sociales algériennes.***

**La réponse à la « crise algérienne » est d’abord policière puis deviendra militaire**. La France envoie toujours plus de policiers et de soldats pour des « opérations de maintien de l’ordre ». La situation algérienne se dégrade très vite et **l’état d’urgence** est décrété en 1955. L’administration civile est donc mise sous tutelle des autorités militaires.

De multiples acteurs vont alors agir en Algérie.

**2. De multiples acteurs politiques :**

**a) Les Acteurs français :**

**l’Etat français : doc. 4 p75**

**L’Etat Français** a adopté deux attitudes différentes durant le conflit.

**1954-1959**, **la volonté d’unité**. L’Etat soutient l’idée d’une Algérie Française. **Dans son discours d’Alger des 4 Juin 1958**, le Gl de Gaulle affirme sa volonté de réconcilier les populations d’Algérie pour créer une communauté française unie. Il appelle le FLN à signer « la paix des braves ». Mais le refus de cette proposition par les Indépendantistes du FLN le conduit à adopter une position pragmatique, celle d’une indépendance qui garantirait aux Français d’Algérie leur maintien et la garantie de la préservation de leurs biens. C’est pourquoi dès le mois **de septembre 1959**, il évoque le droit de tous les habitants d’Algérie à **l’autodétermination** qui de fait ne peut conduire qu’à l’indépendance.

**1959-1962** : **De l’autodétermination à l’indépendance.** A partir de 1959, de Gaulle s’engage sur la voie de l’autodétermination (discours de sept. 1959 : p307 et 4 p299) qui aboutira à la négociation des accords d’Evian de mars 1962

**Les partisans de l’Algérie Française :**

Soutenus par une part importante des officiers français, ils exercent une forte pression sur les autorités françaises.

- **le 13 mai 1958**, ils fondent le **Comité de Salut Public d’Alger** et font pression sur le président R. Coty pour que le Gl de Gaulle soit rappelé au pouvoir. Ils obtiennent gain de cause et sont donc les principaux artisans du retour du Gl de Gaulle, **le 1er Juin 1958**. Celui-ci obtient les pleins pouvoirs et met en place la Ve République. Sa visite à Alger, **le 4 juin 1958**, soulève les espoirs des Français d’Algérie. Son discours introduit par la phrase, « je vous ai compris » laisse croire aux Français d’Algérie que de Gaulle sera un soutien pour le maintien de l’Algérie dans la République Française mais très vite, les Français d’Algérie comprendront que le nouveau Président de la République est disposé à laisser les Algériens accéder à l’indépendance. Ils entrent en conflit avec les autorités françaises, comme le montre les événements suivant.

-**24 janvier au 1er Février 1960 :** Déçus par la politique gaullienne, ils organisent la « **semaine des barricades** » à Alger. Les affrontements font une vingtaine de morts, ils marquent la rupture entre les Français de France majoritairement favorables à l’indépendance algérienne et les Français d’Algérie qui veulent s’y maintenir.

**L’OAS :**

**-L’année 1961** est marquée par les violences commises par les partisans de l’Algérie Française dont certains passent dans la lutte armée clandestine, l’**OAS** : **Organisation Armée Secrète dirigée par le Général Salan** pratiquent des attentats et des assassinats qui font régner en France et en Algérie un climat de tension extrême.

**Le 25-26 Avril 1661**, à l’appel des généraux de l’OAS, une partie de l’Armée se révolte pour s’opposer aux négociations pour l’indépendance qui ont débuté. Les « putschistes » sont arrêtés et les régiments rebelles dissous (1er REP en particulier). Dès lors, les Français d’Algérie se sont isolés. Une minorité souhaite créer un état indépendant, une Algérie Française mais la plupart des **pieds-noirs** comprennent qu’ils ne pourront s’opposer aux **accords d’Evian** **du 19 Mars 1962, (**cessez-le-feu qui doit conduire à l’indépendance algérienne du 3 juillet 1962). Ce fut pour les pieds-noirs une source de ressentiment, nombreux furent ceux qui vécurent **leur rapatriement en France** qui débuta en Avril 1962, comme une trahison. Près de 800 000 pieds-noirs immigrent en France.

**L’opinion publique française :**

Très vite, un clivage apparaît en France entre ceux qui soutiennent l’idée d’une Algérie Française et ceux qui s’y opposent. Rapidement, l’opinion publique considère l’Algérie comme un problème extérieur à régler. L’indépendance apparaît pour beaucoup comme la seule solution. Le sort des Français d’Algérie est mal compris et n’entraîne pas un mouvement de soutien. Au contraire, l’envoi de centaines de milliers d’appelés du contingent en Algérie est mal vécu par la jeunesse et par leurs parents.

En 1961, l’opinion public, comme en témoignent les résultats des 2 référendums organisés par de Gaulle,est très favorable à l’**autodétermination** qui ne peut conduire qu’à l’indépendance

**Janvier 1961 : Référendum sur l’autodermination**

*« Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ? »*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Non : *5 817 775* **(25,01 %)** |  |  | Oui : *17 447 669* **(74,99 %)** | |
|  | | | |

**Avril 1962 : Référendum sur les accords d’Evian.**

*« Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ? »*

*(C’est-à-dire l’autodétermination des algériens et leur indépendance).*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Non : *1 809 074* **(9.19%)** |  |  | Oui : *17 886 423* **(90.81%)** |

L’opinion française a donc été un soutien à la politique gaullienne de décolonisation de l’Algérie.

**b) Les acteurs algériens :**

**Les mouvements indépendantistes :**

**FLN :** branche politique du mouvement. Dès septembre 1958, le FLN constitue au Caire le **GPRA : Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.** Celui-ci reçoit le soutien des pays arabes qui le considèrent comme le gouvernement légitime de l’Algérie. La guerre d’indépendance s’inscrit donc dans le mouvement plus large de décolonisation et d’émergence du tiers-monde.

A partir de 1956, le FLN bénéficie du soutien de la Tunisie et du Maroc qui non seulement reconnaissent le GPRA mais offrent aux combattants algériens un asile hors de portée de l’armée française. Le FLN dispose d’une branche armée, l’ALN dont les combattants sont appelés Moudjahidines ou fellaghas.

**Dès 1956**, le FLN impose sa suprématie face aux autres mouvements en particulier face au **MNA de Messali Hadj** dont les partisans sont éliminés ou assimilés. **(doc. 6 p 300)**

**L’opinion algérienne :** Il est difficile de mesurer le soutien que la population algérienne apporta au FLN mais il put bénéficier de la coopération des populations civiles qui cachèrent, soignèrent et ravitaillèrent l’ALN et les membres du FLN.

Les Algériens de France sont aussi participent aussi à la lutte pour l’indépendance. Fortement encadrés par le FLN, ils fournissent de l’argent et participent aux actions et en particulier aux manifestations pour l’indépendance. Celle du 17 oct. 1961, conduit à l’arrestation de milliers d’Algériens et à la mort de plusieurs dizaines d’entre eux dont certains dans les centres de rétention de la police parisienne.

**1er juillet 1962 : Référendum algérien sur l’autodétermination.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Non : *16 534* **00.28%)** |  | Oui : *5 975 581* **(99,72 %)** |  |

Organisé par le nouvel état algérien, le référendum d’autodétermination des Algériens est un raz-de-marée. Seule une infime partie des Algériens s’opposent à l’indépendance. Les résultats témoignent surtout de la mainmise du FLN sur l’Algérie.

**3. Une guerre aux multiples noms :**

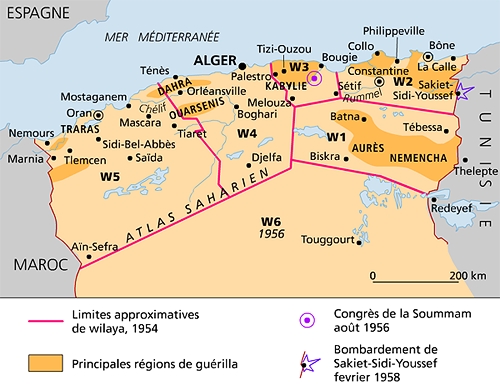
1. **« Guerre sans nom » et « sale guerre ».**

**Les soldats :**

Du côté, Français la guerre d’Algérie n’est pas considérée comme une guerre mais comme **une opération** **de maintien de l’ordre.** Il s’agit donc d’opérations de police auxquelles participe l’armée comme lors de la bataille d’Alger en 1957.

**Photo 3 p 299**

Près de 400 000 soldats dont une grande majorité d’appelés (le service militaire est porté à 30 mois au lieu de 18) sont présents en permanence en Algérie. Ainsi plus de **1,7 millions de militaires dont 1,3 millions d’appelés** ont servi en Algérie.



**Les opérations :**

Deux types d’actions se différencient clairement :

- les actions de combats dans les régions où les maquisards de l’ALN mènent des **actions de guérilla.** L’utilisation de l’aviation est fréquente, ainsi que les opérations aéroportées menées par les troupes d’élites (parachutistes, légionnaires…)

- les opérations de sécurisation dans les villes et les villages dont le but est de débusquer les poseurs de bombes comme lors de la bataille d’Alger en 1957.

**La torture  (doc 7 p 300) :** elle fut une pratique courante de l’armée française qui justifiait son recours par la nécessité d’obtenir des renseignements pour éviter les attentats. Mais comme le révèle le texte de nombreux musulmans furent victimes d’actes racistes.

1. **Une guerre de libération.**

Pour les Algériens, il s’agit d’une guerre de libération, les Français sont donc tous présentés comme des occupants et l’ALN comme un **mouvement de résistance.** Dans l’esprit algérien, il y a un parallèle évident entre la situation de la France occupée parles Allemands et la situation de l’Algérie sous le joug français. L’ALN mal équipé et peu nombreuse pratique une guérilla urbaine (attentats, assassinats, coups de force) et ne contrôle que les territoires faiblement peuplés.

**4. Conséquences de la guerre d’Algérie ?**

**a. Pour la République algérienne.**

**Les accords** **d’Evian de Mars 1962** conduisent l’Algérie à l’indépendance. Pour les Algériens, la guerre fut une épreuve terrible qui conduisit à la mort d’au moins 400 000 personnes. Le FLN qualifie les combattants morts **de martyrs** et évalue d’abord à 1,5 million puis à 1 million le nombre de combattants tués. Il existe une guerre des chiffres à laquelle les historiens tentent de mettre un terme. Cette guerre des chiffres est surtout le révélateur de l’importance politique de la lutte dans la légitimation du pouvoir par le FLN. En effet, après 1962, le FLN est un parti unique au pouvoir en Algérie durant près de 30 ans. Sa mainmise sur l’état est donc aussi une mainmise sur la mémoire algérienne.

**b. Pour Les Français d’Algérie.**

Les Français d’Algérie sont nombreux à avoir quitté l’Algérie durant l’année 1962. Près de 800 000 se sont installés en France. Rien n’était prévu pour leur accueil. Beaucoup reprochèrent aux Français leur passivité et l’abandon dont ils furent victimes. Majoritairement, ils sont hostiles au Gl de Gaulle ce qui expliquent qu’il sera encore victime d’une tentative d’attentat, en Août 1962.

**c. Pour les supplétifs de l’armée française. (Harkis)**

Plus de 260 000 Algériens ont servi au côté de l’armée française durant la guerre. On regroupe ces combattants, sous le nom de **Harkis** mais leur situation était très variée. Avec leur famille, les Harkis représentent près de 1,5 M d’Algériens. Après le 19 mars1962, leur situation devient dramatique. Seules 15 à 20 000 familles purent s’établir en France et furent souvent maintenues dans des camps provisoires qui ne furent jamais fermés. En effet, le gouvernement s’oppose à leur rapatriement car il considère ces supplétifs comme des algériens. Au moins 60 000 seront exécutés par le FLN et leurs familles seront victimes de nombreuses discriminations. Encore aujourd’hui, le sort des Harkis reste un sujet sensible.